

APPEL A PROPOSITIONS

MONTEUR CABLEUR EN ELECTRONIQUE

Région des Hauts de France

(Bassin Isarien)

POEC 2021

Date de publication : **11/01/2021**

Date limite de dépôt des candidatures : **01/02/2021**

Envoi électronique aux adresses suivantes :

hauts-de-france@opco2i.fr – f.montanari@opco2i.fr

SOMMAIRE

1. REGLEMENT DE LA CONSULTATION	3
Pouvoir adjudicateur : OPCO 2I.....	3
Marché à procédure adaptée.....	3
Modalité de dépôt des offres :.....	3
Date limite de réception des offres :.....	3
Référénts pour les renseignements complémentaires :	3
Format de la réponse attendue :.....	3
2. CONTEXTE.....	4
2.1. Présentation OPCO 2I.....	4
2.2. Contexte territorial.....	4
2.3. La POEC.....	4
3. OBJET DE LA CONSULTATION	6
3.1. L’action de formation	6
3.2. Détails de la formation	6
Les objectifs de la formation :	6
Compétences visées à l’issue de la formation :.....	6
Modules de formation à aborder :.....	7
Modalités de formation : alternance modules théoriques et mise en pratique.....	7
Les moyens pédagogiques :.....	7
Identification et sélection des bénéficiaires :.....	9
Les évaluations :	9
Période d’immersion :	10
3.3. Engagements du prestataire	10
4. MODALITES ET CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATS	12

1. REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Pouvoir adjudicateur : OPCO 2I

Voir article dédié à la présentation de l'OPCO 2i et par délégation 2I Hauts de France

Marché à procédure adaptée.

La consultation est passée sous forme d'une procédure adaptée conformément aux dispositions des articles 42 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et l'article 28 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Vu l'avis relatif aux contrats de la commande publique ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques - NOR: ECOM1831822V (JORF n°0077 du 31 mars 2019 - texte n° 83 / Annexe 3 du code de la commande publique).

Il s'agit d'un marché mono attributaire.

Modalité de dépôt des offres :

Par courrier électronique à

hauts-de-france@opco2i.fr – f.montanari@opco2i.fr

Date limite de réception des offres :

01/02/2021

Référents pour les renseignements complémentaires :

François MONTANARI – 06 74 35 29 38 – f.montanari@opco2i.fr

Format de la réponse attendue :

- Le format de réponse doit être rédigé au format Word, il devra comprendre à minima :
- Une proposition de tarification unitaire (par exemple, par heure stagiaire),
- Méthodologie (maximum de 5 pages),
- Durée prévisionnelle de la formation,
- Les seuils minimum et maximum de stagiaires par groupe,
- Lieux de formation,
- Présentation générale de la structure,
- Programme de formation,
- CV des formateurs mobilisés sur cette action de formation.

2. CONTEXTE

2.1. Présentation OPCO 2i

Ses principales missions sont :

- Le conseil aux entreprises :
 - Assurer le financement des contrats d'apprentissage, et de professionnalisation, selon les niveaux de prise en charge fixés par les branches professionnelles
 - Assurer un service de proximité au bénéfice des TPE/PME, permettant :
 - d'améliorer l'information et l'accès des salariés de ces entreprises à la formation professionnelle ;
 - d'accompagner ces entreprises dans l'analyse et la définition de leurs besoins en matière de formation professionnelle, notamment au regard des mutations économiques et techniques de leur secteur d'activité.
 - Favoriser la transition professionnelle des salariés, notamment par la mise en œuvre du compte personnel de formation dans le cadre des projets de transition professionnelle.
- L'appui technique aux branches professionnelles, à travers :
 - La gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences,
 - L'appui dans leurs missions de certification.

L'OPCO 2i assure ses missions de proximité, à travers 12 délégations régionales.

Chaque délégation assure un service de proximité auprès des entreprises relevant de filières industrielles telles que l'ameublement, la bijouterie, joaillerie, orfèvrerie, le caoutchouc, la chaussure, la chimie, la cordonnerie, la couture, les cuirs et peaux, le cristal, verre, vitrail, l'énergie, l'habillement, l'horlogerie, l'industrie du bois pour la construction et la fabrication, l'industrie des panneaux de bois, les industries du verre mécanique, les industries énergétiques et gazières, l'industrie pharmaceutique, l'inter-secteurs papiers cartons, le jouet et la puériculture, la maroquinerie, les matériaux pour la construction et l'industrie, la métallurgie, le pétrole, la plasturgie et les composites, les produits à usage parapharmaceutique et vétérinaire, le recyclage, le textile...

Au niveau national, OPCO2i c'est près de 70 000 entreprises (dont + de 88 % d'entreprises de moins de 50 salariés)

2.2. Contexte territorial

Le département de l'Oise compte 594 établissements relevant de la Branche de la Métallurgie employant 17 328 salariés (source l'Observatoire prospectif et analytique des métiers et des qualifications de la métallurgie).

Une étude continue de l'UIMM Picardie et de l'AR2I des Hauts de France permet de recenser les besoins en compétences des entreprises du champ géographique picard sur les métiers déterminés en tension par l'Observatoire prospectif et analytique des métiers et des qualifications de la métallurgie.

L'étude met en évidence un besoin important de monteur câbleur en électronique, notamment sur le département de l'Oise. Cette demande reste cependant insatisfaite. De plus, la pénurie de candidats aux formations, due à un déficit d'image des métiers industriels, et les départs importants à la retraite accentuent gravement ce manque de main d'œuvre qualifiée pour en faire un déficit structurel.

Un paradoxe naît de la coexistence de cette demande insatisfaite avec un taux de chômage dans le département de l'Oise de 7,3 % au 2ⁱème trimestre 2020. Il apparaît alors nécessaire de réduire l'écart de compétences des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi et les besoins des entreprises.

Au regard de ces besoins, l'UIMM Picardie et l'AR2I des Hauts de France mettent en œuvre sur le département de l'Oise une Préparation Opérationnelle à l'Emploi (POE) collective permettant à un groupe de 8 demandeurs d'emploi d'acquérir un socle de compétences minimales en montage câblage électronique.

2.3. La POEC

La POE collective a été créée par la Loi Cherpion du 28 juillet 2011. Elle permet à des demandeurs d'emploi de bénéficier d'une formation nécessaire à l'acquisition des compétences requises pour occuper des emplois correspondant à des besoins identifiés par un accord de branche.

La POE collective s'adresse aux demandeurs d'emplois inscrits à Pôle Emploi, indemnisés ou non.

Le parcours de formation est d'un maximum de 400 heures incluant, le cas échéant, une période d'immersion en entreprise d'une durée ne pouvant dépasser le tiers de la durée totale du parcours.

Le texte de la loi précise qu'à l'issue de l'action de formation, le contrat de travail pouvant être conclu est :

- un contrat à durée indéterminée
- un contrat à durée déterminée de douze mois minimum
- un contrat de professionnalisation de douze mois minimum
- un contrat d'apprentissage

La POE collective permet à plusieurs demandeurs d'emploi inscrits de bénéficier d'une formation nécessaire à l'acquisition des compétences requises pour occuper des emplois correspondant à des besoins identifiés par une des branches professionnelles industrielles (hors agroalimentaire).

Les actions visées dans le présent cahier des charges seront financées avec le soutien du Plan d'Investissement dans les compétences (PIC).

3. OBJET DE LA CONSULTATION

3.1. L'action de formation

Cette formation s'adresse à un public de demandeurs d'emploi susceptibles de présenter les aptitudes nécessaires pour intégrer cette formation et dans un second temps, une entreprise industrielle.

Dans ce cadre, des partenariats de longue durée sont instaurés entre les branches professionnelles et les services pour l'emploi, notamment Pôle Emploi qui propose de mettre en œuvre la MRS (Méthode de Recrutement par Simulation) et de déceler les habiletés des personnes à appréhender les gestes professionnels et à évoluer dans un métier donné. Cette phase est aussi l'occasion d'effectuer une présélection et d'identifier leur potentiel à se former au métier.

Dans un second temps, les entreprises intéressées par le dispositif seront mobilisées pour procéder à la sélection finale des demandeurs d'emploi.

La liste des participants sera communiquée ultérieurement.

Intitulé du métier en tension visé : Monteur Câbleur en Electronique	
Public visé	Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi, indemnisé ou non.
Effectif :	8
Durée estimée de la POEC (en heures/stagiaire)	400 heures dont <ul style="list-style-type: none"> • 330 heures de formation en centre • 70 heures en immersion en entreprise
Lieu de la formation	Compiègne
Date de début et fin du parcours	Du 26/03/2021 au 18/06/2021

3.2. Détails de la formation

Les objectifs de la formation :

L'objectif est la pré qualification au métier de monteur câbleur en électronique pouvant conduire à un contrat de professionnalisation expérimental. Le métier de monteur câbleur en électronique est reconnu métier en tension par l'Observatoire Paritaire Prospectif et Analytique des Métiers et Qualifications de la Métallurgie.

Compétences visées à l'issue de la formation :

Acquisition d'un socle de compétences pour réaliser l'ensemble des opérations de montage/câblage en électronique

Modules de formation à aborder :

1. Les fils et câbles

Identification des technologies d'isolant (PVC, PTFE, Capton...)

Identification des technologies de conducteurs (mono, multi, tresse, guippé...)

Jauge AWG

Choix des outillages (manuel, thermique ...)

Les câbles blindés et coaxiaux

Règles et précautions de mise en œuvre

2. Préparation

Choix et réglage des outils

Identification de la longueur nécessaire.

Réaliser un dénudage (avec différents moyens sur différent types de fils)

Réaliser un dénudage sur fils blindés et coaxiaux

Contrôler un dénudage en fonction des critères IPC

3. Sertissage

Les différents types de sertissage (barillet ouvert, fermé, solistrand...)

Observation et compréhension d'un contact (zone de sertissage, trou de visite, partie active...)

Connaissance des critères qualité

Connaissance des pinces à sertir et positionneurs (22520, tourelles, clips...)

Mise en œuvre des pinces (réglages, contrôle de l'outil...)

Réalisation de sertissages

Autocontrôle (visuel, arrachement...)

4. Brasage

Définition du brasage tendre (métallurgie, températures, procédés...)

Les alliages

Les flux (Parfois interdits en filaire)

Choix des outils (fer, panne, métrologie...)

Réalisation de brasures

Nettoyage

Autocontrôle

5. Autosoudeurs

Reprise de blindé

Arrêt de blindage

6. Epissures

Boudinettes
Solistrand

7. Toronnage

Frettage (fils de frette, colliers...)
Arrêt de gaine (nœud de pêcheur)
Frettage à plat (nœud de Chicago)
Torsadage
Boucles de rétention (aisance)

8. Connectorisation

Identification des références de connectique
Fonctionnement du Gromet
Insertions des contacts et des clips
Verrouillage
Montage des raccords arrière (couple de serrage, freinage, certification...)
Reprise sur raccord arrière (band-it, tinel lock...)
Connecteurs autodénudants (nappe, RJ45, Sub-D, anti-arrachement...)
Autocontrôle (visuel, rétention, orientation...)

9. Etiquetage

Définition de la technologie
Positionnement
Protection
Autocontrôle

10. Gaines de protection

Thermo rétractable
Thermocollée
Gaine tressée métallique
Gaine toilée
Pièces moulées (pre-encollée ou avec Ajout)
Enrubannage

11. Certification IPC

Certification CIS suivant IPC WHMA 620 dernière en vigueur
Une attention particulière sera portée sur la notion de grossissement (choix de loupes)

Modalités de formation :

Alternance modules théoriques et mise en pratique - Mise en situation – Approche pratico pratique des différentes opérations de montage/câblage – Contextualisation de la formation dans un environnement de production.

Les moyens pédagogiques :

Le prestataire proposera des formations permettant l'acquisition de compétences nécessaires à l'insertion professionnelle des individus au profit des entreprises adhérentes en adéquation avec les attendus de la 2i régionale.

La 2i régionale sera particulièrement attentive à la capacité de l'organisme de formation à adapter ses contenus et ses méthodes pédagogiques au public recruté.

A ce titre, seront plus précisément étudiés :

- Les profils des intervenants et leurs expériences (public, industrie)
- La répartition théorie/pratique sur chaque module de formation. La méthodologie utilisée pour amener progressivement les participants vers des notions abstraites à partir d'exemples concrets (TP et TD) ;
- Les équipements : plateaux techniques

Et toutes les modalités pédagogiques déployées (cas concrets, expérimentations...) pour faciliter l'acquisition de compétences.

Identification et sélection des bénéficiaires :

La thématique de formation de cet appel à propositions est ouverte aux demandeurs d'emploi au profit du recrutement des entreprises adhérentes 2i.

Pôle Emploi en lien avec l'organisme de formation et les entreprises engagées dans le dispositif, validera les profils de demandeurs d'emploi les plus en adéquation avec la thématique de formation ainsi que le métier visé.

Il appartient à l'organisme de formation de vérifier les prérequis des demandeurs d'emploi volontaires à suivre la formation lors des informations collectives.

Il assure le suivi et transmet à la délégation régionale 2i, les données obligatoires des bénéficiaires en utilisant les outils transmis par la délégation régionale 2i.

Les évaluations :

Le prestataire proposera des grilles d'évaluation formalisées ou pourra proposer des outils d'évaluation. Dans ce cas, il décrira le process utilisé.

Evaluations intermédiaire et finale : Le prestataire procédera à des évaluations intermédiaires par module et à une évaluation finale de formation auprès de chaque stagiaire et la communiquera à la délégation régionale 2i, Pôle emploi, ainsi qu'aux entreprises.

Il remettra à chaque stagiaire une attestation de compétences et de fin de stage.

Période d'immersion :

Lors de la période d'immersion en entreprise dans la Préparation Opérationnelle à l'Emploi Collective, l'organisme de formation s'engage à assurer le suivi pédagogique du stagiaire en tant que tuteur externe.

L'organisme de formation proposera un modèle de convention de stage à l'entreprise.

3.3. Engagements du prestataire

Au-delà des engagements du fait de la prestation, l'organisme de formation devra respecter les engagements induits par la POE Collective :

- Rappeler le financement des POEC par l'Etat dans le cadre du plan d'investissement dans les compétences (PIC) sur tout document de publicité et d'information, y compris les documents administratifs présentés aux stagiaires en apposant le logo du PIC sur les feuilles de présence par demi-journée.
- Transmettre à la délégation régionale 2i les informations utiles concernant le stagiaire, et notamment ses coordonnées mail, postales et téléphoniques pour permettre à l'OPCO 2i de suivre l'insertion du stagiaire dans l'emploi à l'issue de la POEC et six mois après.
- Renseigner les informations concernant les stagiaires sur le logiciel KAIROS. Une attestation de démarrage doit être remise à la délégation régionale 2i.
- Optimiser l'insertion des bénéficiaires en lien avec les délégations régionales 2i.
- Garantir :
 - Un service d'accueil de qualité, des salles de formation au standard d'équipement garantissant un confort réel des stagiaires, des espaces de pause équipés ;
 - Des formateurs salariés et expérimentés dans le domaine de compétence enseigné ;
 - Des supports de cours professionnels et respectant la réglementation en vigueur en matière de droit de la copie ;
 - Un numéro de déclaration d'activité valide ;
 - Un référencement à jour sur la base du DATA DOCK.

- Informer les stagiaires de la réalisation d'une enquête mail à l'issue de la formation et 6 mois après la fin de la formation
- Produire, en accompagnement de chaque facture émise, l'ensemble des pièces justificatives non comptables relatives à la réalisation de l'action, telles que les feuilles d'émargement signées par demi-journée par le formateur et les stagiaires.
- Permettre à tout contrôleur (collaborateur de Pôle Emploi ou organisme dûment missionné) d'accéder, en cours de réalisation des actions, aux locaux affectés à la réalisation des actions dans le cadre de visites sur place.

Pour respecter les engagements vis-à-vis de Pôle Emploi, il devra plus précisément :

- Publier l'offre dans la base CARIF OREF au plus tard 5 semaines avant le démarrage de la session de formation, avec le nombre exact de places de la session de formation, ainsi que les dates de réunion d'information et le nombre de places; le respect de ses obligations de communication à Pôle emploi (en tant qu'opérateur de la gestion de la liste) des données concernant le statut du demandeur d'emploi – inscription, entrée, assiduité, sortie - (décret du 9 mai 2017) en favorisant le respect de cette obligation par l'utilisation de l'appli KAIROS, interface d'échange dématérialisée entre Pôle emploi et l'organisme de formation. KAIROS reprend les informations de la base de l'Inter-carif concernant la formation ouverte (précisions techniques et fonctionnelles sur KAIROS en annexe 3 à destination de l'OPCO et de l'organisme de formation avec lequel il contractualisera si celui-ci n'est pas déjà utilisateur de KAIROS).

- Rédiger systématiquement l'intitulé de la formation démarrant par « PIC », pour faciliter la recherche textuelle des demandeurs d'emploi sur les POEC programmées sur www.pole-emploi.fr/trouver ma formation, sur l'emploi store La bonne formation, sur l'appli mobile « ma formation », ainsi que la recherche des conseillers dans leur applicatif métier.

- Délivrer systématiquement au demandeur d'emploi d'une attestation de compétences en fin de formation, lorsque celle-ci ne donne pas lieu à un titre, certificat ou diplôme reconnu au RNCP. Cette attestation de compétences sera réalisée sur la base du référentiel des compétences édité par Pôle emploi et téléchargeable sur l'emploi store. Les compétences acquises par le demandeur d'emploi seront indiquées dans le bilan saisi dans KAIROS.

- Partager les méthodes, pratiques ou processus innovants, lors des réunions organisées dans le cadre de l'animation nationale.

Au-delà des engagements financiers, l'OPCO 2i via sa délégation 2i Hauts de France devra respecter les engagements induits par la POE Collective :

- s'assurer de l'adéquation du projet de formation avec les besoins identifiés (branches/territoires), la situation du bénéficiaire (positionnement), et les prérequis du poste visé ;

- s'assurer de la conformité du dossier, notamment en lien avec Pôle Emploi.

4. MODALITES ET CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATS

Dossier complet

Compréhension de la demande

Qualité des méthodes pédagogiques

Expertise de l'organisme

Compétences des intervenants

Connaissance de nos branches (secteurs, activités, métiers...)

Proposition tarifaire

Sourcing des stagiaires

Suivi post-POEC